



Ces leaders d'opinion demandent à l'ONU de mettre sur la table la crise anglophone, et au FMI de suspendre l'aide en direction du Cameroun.

Parmi les signataires, figurent l'avocate Me Alice Nkom, la présidente de l'UDC Tomaino Ndam Njoya, Kah Wallah chef de file du CPP, et une quinzaine d'autres camerounaises activistes de la société civile ou encore des féministes plus ou moins connues sur la scène internationale.

Selon ces femmes, plus de 10 000 Camerounaises et Camerounais sont morts dans les conflits liés à Boko Haram et à la crise anglophone.

"Nos enfants sont plus d'un million à avoir interrompu leur scolarité du fait de ces conflits. La violence la plus impitoyable est infligée quotidiennement à notre peuple, qui subit des violations flagrantes et permanentes des droits humains. Tout ceci dans un contexte où l'accès aux besoins basiques tels que l'eau potable, l'électricité, les routes, les emplois, les hôpitaux et les écoles relève d'un véritable défi, même pour les citoyens vivant dans les régions du pays considérées comme paisibles", écrivent elles.

Malgré la situation, le Conseil de Sécurité des Nations Unies n'a toujours pas officiellement "inscrit le Cameroun à son ordre du jour.

Elles demandent dans l'immédiat, la libération de tous les prisonniers politiques non violents,

arrêtés " arbitrairement" dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, la crise anglophone et les mobilisations politiques au Cameroun.